

Unité Départementale Aube - Haute-Marne

TROYES, le 13 juin 2022

Nos réf. : SAU/FDLH/MT n° 22-262

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/05/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

AIOT EIFFAGE INFRASTRUCTURES

1, rue William et Catherine Booth

10000 TROYES.

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24 mai 2022 dans site exploité par la société EIFFAGE INFRASTRUCTURES implantée 1, rue William et Catherine Booth à TROYES (10000)

Cette partie «Contexte et constats» est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EIFFAGE INFRASTRUCTURES
- 1, Rue William et Catherine Booth à TROYES.
- Code AIOT dans GUN : 0005702110
- Régime : historiquement Autorisation, bascule à **Déclaration** suite à la cessation partielle d'activité.
- Statut Seveso : Non Seveso

Historiquement, l'établissement était autorisé par arrêté préfectoral n°11-2193 du 27 juillet 2011 à exploiter une ICPE soumise à autorisation sur la commune de Troyes.

En 2018, suite à une décision de réorganiser la production, l'exploitant a présenté un dossier de cessation d'activité partielle pour son site de Troyes. L'instruction de celui-ci a permis de statuer que les modifications prévues par l'exploitant amènent l'ensemble des activités sous les seuils de l'autorisation et de l'enregistrement, et que le site devient soumis à déclaration avec contrôles périodiques (DC) au titre de son activité de station service (rubrique 1435) et soumis à déclaration au titre de la rubrique 4801 pour le stockage d'émulsion (280 t de matières bitumineuses).

Cette modification de l'activité a été encadrée par l'arrêté préfectoral complémentaire (APC) n° PCICP2019148-0003 du 28 mai 2019 qui prévoyait également la réalisation, sous 6 mois, d'un diagnostic environnemental.

L'instruction de ce diagnostic transmis le 10 février 2020 a permis de relever plusieurs recommandations rappelées dans le courrier DREAL du 21 février 2020, notamment :

- Conserver un recouvrement pérenne (dalle béton, enrobé) ;
- Mise en place des futures canalisations enterrées d'eau potable dans une tranchée avec remblai propre et réalisées dans des matériaux résistants aux substances présentes dans les sols et la nappe ;
- Restrictions sur l'utilisation des eaux souterraines au droit du site : utilisation soumise à vérification préalable puis périodique (semestrielle au minimum) de la compatibilité entre l'usage qu'il est envisagé de faire des eaux souterraines et leur qualité ;
- Conservation en mémoire des mesures de gestion engagées ;
- Poursuite du contrôle des eaux souterraines.

Par courrier du 15 décembre 2020, l'exploitant a transmis un porter à connaissance afin de confirmer le lancement et le phasage des travaux de démantèlement et préciser que le stockage d'émulsion, visé par la rubrique 4801 et réglementé par l'APC de 2019 précité ne serait plus de 280 tonnes mais de 180 tonnes. Cette modification n'entraînant pas d'évolution du classement ICPE et l'activité restant soumise à Déclaration sous la rubrique 4801, elle est non substantielle.

Compte tenu de ce qui précède, pour l'inspection des installations classées, cette visite avait pour vocation de vérifier que la cessation partielle d'activité avait été réalisée par l'exploitant conformément aux attentes et qu'il avait mis en place le contrôle périodique attendu pour l'activité 1435 (Station Service).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Visite PPC
- Suivi de la cessation partielle d'activité
- Réalisation du contrôle périodique

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Conserver un recouvrement pérenne	Courrier du 21-02-2020	/	Sans Objet
Futures canalisations d'eau potable	Courrier du 21-02-2020	/	Sans Objet
Conservation des mesures de gestion des travaux	Courrier du 21-02-2020	/	Sans Objet

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Restrictions sur l'utilisation et poursuite du contrôle des eaux souterraines	Courrier du 21-02-2020	/	Lettre de suite préfectorale
Contrôle Périodique	APC du 28 mai 2019	/	Lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à cette visite, l'inspection des installations classées a constaté que la cessation partielle d'activité du site exploité par la société EIFFAGE à TROYES avait été réalisée conformément aux recommandations établies et que, notamment, le suivi des eaux souterraines avait été mis en place par l'exploitant de façon semestrielle (haute eau et basse eau).

Toutefois, il a pu être constaté que ces différentes analyses ponctuelles manquaient d'une approche globale. Aussi l'inspection propose de demander, qu'un bilan quadriennal soit réalisé afin qu'une tendance puisse être dégagée sur l'évolution des concentrations des pollutions résiduelles détectées par le plan de gestion transmis en février 2020. Ce bilan quadriennal devant permettre de décider de la poursuite de la surveillance environnementale, et de son adaptation éventuelle.

D'autre part, le site étant soumis à déclaration avec contrôle périodique pour la rubrique 1435, l'inspection a demandé que le rapport relatif à ce contrôle soit établi dans les 3 mois afin de justifier que les prescriptions attendues pour cette activité sont respectées.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Conserver un recouvrement pérenne

Référence réglementaire : Courrier DREAL du 21 février 2020
Thème(s) : Étanchéité
Prescription contrôlée : - Conserver un recouvrement pérenne (dalle béton, enrobé)
Constats : Aux regards des résultats obtenus lors de l'analyse de risque résiduel et suite au démantèlement des cuves situées au niveau de l'ancienne usine de liants, il a pu être constaté que l'exploitant avait mis en place un enrobé sur toute la surface occupée par l'ancien stockage. Celui-ci est légèrement bombé afin d'empêcher toute stagnation d'eau. Les eaux météoriques tombant sur la zone sont acheminées par caniveau vers un débourbeur déshuileur.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans Objet

Référence réglementaire : Courrier DREAL du 21 février 2020
Thème(s) : futures canalisations enterrées d'eau potable
Prescription contrôlée : - Mise en place des futures canalisations enterrées d'eau potable dans une tranchée avec remblai propre et réalisées dans des matériaux résistants aux substances présentes dans les sols et la nappe ;
Constats : L'exploitant déclare qu'aucune nouvelle canalisation destinée à l'approvisionnement en eau potable n'a été implanté suite aux travaux liés à la cessation partielle d'activité. Sur site, dans le local jouxtant la chaufferie, il a pu être constaté la présence de vestiaire destiné au personnel dont les points d'eau étaient équipés de panneaux précisant que l'eau disponible était non potable. De plus, l'exploitant précise qu'actuellement ces locaux ne reçoivent plus de personnel.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans Objet

Référence réglementaire : Courrier DREAL du 21 février 2020
Thème(s) : Conservation des mesures de gestion de travaux
Prescription contrôlée : Conservation en mémoire des mesures de gestion engagées
<p>Constats : L'exploitant déclare avoir fait appel à la société EDOVA Environnement, spécialisé dans la gestion des déchets des professionnels.</p> <p>Ce prestataire assure le démantèlement des cuves, des diverses tuyauteries et de certains équipements de la partie chaufferie, ainsi que le reconditionnement des déchets présents dans les cuves et tuyauteries avant évacuation dans des centres de traitement agréés.</p> <p>Afin de justifier du bon déroulement de ce démantèlement, l'exploitant a présenté plusieurs bordereaux de suivi de déchets (matériaux souillés (150202*), émulsion pris en masse (120109*), DEEE (160213*), Eau Hydrocarburée (160708*), cristaux (010399), huile souillée (130205*), support avec peinture au plomb (170409*), joint contenant de l'amiante (170601*).</p> <p>L'exploitant a également transmis les justificatifs relatifs à élimination des déchets industriels banaux (DIB) chez COVED -LCSL et des déchets ferreux transmis chez STEPHAN à Bar sur Seine. Ces deux sociétés sont des ICPE connues et autorisés à traiter ce type de déchets.</p> <p>Enfin l'exploitant a transmis un document établi par son prestataire EDOVA présentant les différents phasages du chantier de démantèlement et les délais associés.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans Objet

Référence réglementaire : Courrier DREAL du 21 février 2020
Thème(s) : Restrictions sur l'utilisation et poursuite du contrôle des eaux souterraines
<p>Prescription contrôlée :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Restrictions sur l'utilisation des eaux souterraines au droit du site : utilisation soumise à vérification préalable puis périodique (semestrielle au minimum) de la compatibilité entre l'usage qu'il est envisagé de faire des eaux souterraines et leur qualité ; - Poursuite du contrôle des eaux souterraines
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant déclare ne pas utiliser de l'eau de forage pour son activité professionnelle.</p> <p>L'exploitant a mis en place un suivi semestriel des eaux souterraines au droit du site, avec une mesure réalisée en période de basse eau et une en période de haute eau. Le dernier rapport de mesure réalisé par la société SOCOTEC en date du 1^{er} décembre 2021 (EK1K0/21/1057) conclut et recommande de continuer la surveillance périodique de la qualité des eaux souterraines aux droits du site. L'inspection des installations classées indique qu'elle ne dispose pas de l'ensemble des données des eaux souterraines concaténées.</p> <p>L'inspection des installations classées demande que l'exploitant présente un bilan quadriennal permettant de statuer sur la poursuite de la surveillance environnementale, et de son adaptation éventuelle.</p>
Type de suites proposées : Avec suite
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Référence réglementaire :

Arrêté préfectoral complémentaire n° PCICP2019148-0003 du 28 mai 2019 / art R.512-55 du Code de l'Environnement

Thème(s) : Situation administrative

Prescription contrôlée :

- Les installations classées pour la protection de l'environnement soumises à l'obligation de contrôle périodique prévu à l'article L. 512-11 sont fixées à l'annexe de l'article R. 511-9.

Toutefois, les installations classées figurant à cette annexe ne sont pas soumises à l'obligation de contrôle périodique lorsqu'elles sont incluses dans un établissement qui comporte au moins une installation soumise au régime de l'autorisation ou de l'enregistrement au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Constats :

Suite à la cessation partielle d'activité, le site est passé à déclaration avec contrôle périodique pour la rubrique 1435 (station service). Compte tenu de ce changement de statut, l'inspection des installations classées a rappelé que l'établissement était redevable d'un contrôle périodique pour cette activité à réaliser auprès d'un organisme habilité. L'exploitant a validé cette demande. Aussi afin de formaliser ce contrôle, l'inspection des installations classées propose de demander, par voie de courrier préfectoral, que l'exploitant réalise le contrôle précité afin de justifier que les caractéristiques de l'activité visée par la rubrique 1435 répondent toujours aux exigences de l'arrêté ministériel du 15 avril 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations-service soumises à déclaration.

Type de suites proposées : Avec suite

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale